

État des lieux de la formation professionnelle en Haïti

Rony François

Résumé : Le retard accusé par la formation technique et professionnelle en Haïti rend ce sous-secteur très peu compétitif et pose un ensemble de défis comme l'accès, la gouvernance, la qualité, l'attrait et le financement. Il s'agit d'un sous-secteur conçu directement pour satisfaire les besoins du marché de l'emploi, mais qui n'arrive pas à répondre aux transformations en cours dans la société. Ainsi, l'intégration efficace des technologies de l'information et des communications (TIC), l'enseignement des métiers émergents et le développement d'une culture entrepreneuriale au sein du sous-secteur sont autant de dispositions capables d'améliorer son efficacité tant interne qu'externe.

Rezime : Reta ki genyen nan fòmasyon teknik epi pwofesyonèl la anpeche sektè sa a, ki pa yon sektè prensipal, vin konpetitif. Sa lakòz yon pakèt defi pou Leta leve tankou : aksesiblite, gouvènans, kalite, atirans epi financement. Se yon ti sektè ki ekziste pou satisfè bezwen ki genyen sou mache travay la, men ki pa koresponn ak tout chanjman ki ap fèt nan sosyete a. Konsa, yon bon ajansman teknoloji enfòmasyon ak kominikasyon (TIC an franse), ansèyman metye ki fenk ap parèt yo epi devlopman yon abitud antreprenè anndan ti sektè sa a se yon seri rezolisyon ki kab amelyore efikasite sektè sa a anndan kou deyo.



1. INTRODUCTION

Avant l'invention de l'école publique de masse, les familles fortunées assuraient l'instruction de leurs enfants en disposant isolément des services d'un tuteur à la maison [1]. Cependant, les enfants de la masse urbaine des pauvres prenaient le relais familial par l'apprentissage d'un métier sur le tas, tandis que les paysans n'étaient nullement concernés par ces situations [2]. Par la suite, la chute de la noblesse a facilité la démocratisation des sociétés modernes pour donner naissance à une nouvelle organisation : l'école, où les enfants sont confiés à des spécialistes jusqu'à ce qu'ils obtiennent un diplôme. Cette invention est devenue, à travers le temps, une institution universelle afin d'organiser efficacement les services éducatifs dans le but de répondre aux besoins de la société et de l'économie [3].

Avec la première révolution industrielle (18^e et 19^e siècles), le rôle de l'éducation, principalement celui de la formation technique et professionnelle (FTP), va grandement évoluer pour répondre aux exigences des tendances socioéconomiques du moment [4]. En effet, la FTP trouvait son orientation dans ce qui se développait dans la nouvelle économie [5]. Les grandes découvertes telles que la machine à vapeur, le chemin de fer, la fabrication de l'acier, le moteur à explosion et à combustion interne sont devenu la base des transformations et étaient réalisées par des techniciens ayant une éducation limitée. C'est ce qui a provoqué la réforme de l'enseignement technique et professionnel.

En Haïti, cet ordre d'enseignement ne cesse de retenir l'attention de bon nombre d'acteurs tant à travers des actions des organisations internationales que celles des gouvernements et du secteur privé de l'éducation [6]. Avec la numérisation en cours de la société haïtienne, une situation socioéconomique désastreuse, un bas niveau d'emploi et un besoin de reconstruction, on est en droit de se poser la question suivante : comment innover dans la FTP en Haïti afin qu'elle devienne un levier de développement socioéconomique dans le siècle du savoir ?

2. LE CONTEXTE HAÏTIEN DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

La situation socioéconomique du pays et le degré d'avancement du système éducatif haïtien influencent les caractéristiques de la FTP, qui souffre d'une précarité de ressources de toutes sortes la rendant inapte à répondre aux besoins de l'économie haïtienne.

2.1 La situation socioéconomique du pays

La deuxième moitié du 20^e siècle et le début du 21^e siècle en Haïti sont marqués par une série de choix politico-économiques¹ néfastes pour le bien-être collectif de la population [7]. Ils ont entraîné la déstabilisation de la majorité des institutions haïtiennes, l'absence d'un leadership responsable et éclairé, la mauvaise gouvernance, l'affaiblissement et la contraction de l'appareil étatique

1. La chute de la population porcine depuis François Duvalier et son massacre durant le prolongement de la dictature de Jean-Claude Duvalier constituent un moment important dans les choix économiques néolibéraux irrespectueux de la population ayant conduit l'économie paysanne dans une totale dépendance. Ebert, Allan (1985). «Porkbarreling Pigs in Haiti: North American "Swine Aid" an Economic Disaster for Haitian Peasants», *The Multinational Monitor*, December, vol. 6 18, <http://www.multinationalmonitor.org/hyper/issues/1985/12/ebert-porkbarrel.html>, consulté le 25 mars 2017; William, Michel (2010). «Toute la vérité sur le massacre du cochon créole», *Le Nouvelliste*, 27 septembre 2010, <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/83954/Toute-la-verite-sur-le-massacre-du-cochon-creole>, consulté le 25 mars 2017.

Dans les années 1990, il y a le choix de Bill Clinton, avec l'appui de Jean-Bertrand Aristide, de miser sur la vente des produits des États-Unis en Haïti plutôt que de dynamiser la production locale. C'est la raison pour laquelle en 2010, Clinton a fait son mea culpa en acceptant «le rôle que son administration a joué dans l'exportation vers Haïti de denrées alimentaires américaines subventionnées, profitant du fait que la baisse des droits de douane était une des conditions attachées aux prêts du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale». Radio Métropole (2010). «Le Mea culpa de Bill Clinton», *Le Nouvelliste*, 21 avril 2010, <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/79140/Le-mea-culpa-de-Bill-Clinton.html#sthash.mTb5FioX.dpuf>, consulté le 25 mars 2017).

Ce rapport inégalitaire avec l'international, principalement avec les États-Unis d'Amérique, s'inscrit dans une perspective néocolonialiste et impérialiste nouvelle d'esclavagisme moderne si l'on veut se référer aux écrits de Réveil communiste (2010), de Kan Pèp La (2015), etc.

Figure 1 Comptes économiques 2016 (Source : IHSI)

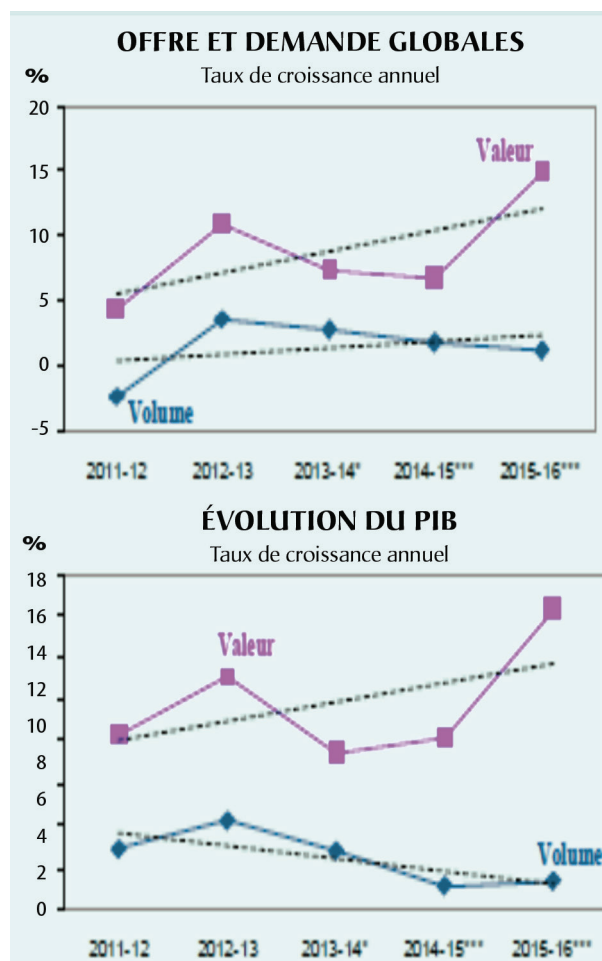
	OFFRE ET DEMANDE GLOBALES				
	En millions de gourdes collantes				
	2011-12	2012-13	2013-14 ^a	2014-15 ^b	2015-16 ^c
PIB	328 061	364 517	391 635	423 644	484 351
Importation	174 400	190 609	206 520	214 128	248 091
Offre globale	502 461	555 126	598 155	637 772	732 442
Consommation	350 070	379 137	404 470	415 754	486 346
Investissement	96 925	109 445	121 165	137 258	146 380
Exportations	55 466	66 544	72 520	84 760	99 716
Demande globale	502 461	555 126	598 155	637 772	732 442
	En millions de gourdes constantes				
	2011-12	2012-13	2013-14 ^a	2014-15 ^b	2015-16 ^c
	PIB	14 407	15 017	15 439	15 626
Importation	20 883	21 553	22 121	22 603	22 793
Offre globale	35 290	36 570	37 560	38 229	38 644
Consommation	23 677	24 318	24 896	25 103	25 406
Investissement	5 417	5 747	5 864	6 078	6 143
Exportations	6 196	6 505	6 800	7 048	7 095
Demande globale	35 290	36 570	37 560	38 219	38 644

a) Semi-définitifs b) Provisaires c) Estimations

Source : Institut haïtien de Statistique et d'information (IHSI), Publication annuelle # 24/2016

1) Banque de la République d'Haïti, BRH

2) Ministère de l'Économie et des Finances, MEF



(3): TOFE: Tableau des Opérations Financières de l'Etat, MEF
(4): Banque de la République d'Haïti, (BRH)
(5): Banque de la République d'Haïti, (BRH)

ainsi qu'un appauvrissement accéléré du pays [8]. Durant cette période, l'économie haïtienne est en récession et presque tous les principaux indicateurs sont alarmants. Le 12 janvier 2010, Haïti est frappée par un tremblement de terre dévastateur et le pays en sort avec 3,5 millions de personnes en situation d'urgence médicale, 212 000 morts, des infrastructures totalement détruites et 1,5 million de personnes sans abri [9]. Quelques années plus tard, soit en octobre 2016, sans se remettre des séquelles de ce séisme, une autre catastrophe vient une nouvelle fois aggraver la situation. Il s'agit de l'ouragan Matthew qui a saccagé trois départements géographiques du pays : le Sud, les Nippes et la Grande Anse. La figure suivante du ministère de l'Économie et des Finances et de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) montre l'évolution de la gravité de la situation socioéconomique durant les cinq dernières années [10].

Ces choix ont du même coup influencé les choix des politiques publiques en matière éducative, principalement avec la FTP, car ce secteur a souvent développé des liens étroits avec le marché de l'emploi. Ainsi, le prochain point présente une analyse de la situation de l'emploi en Haïti et son articulation avec la FTP.

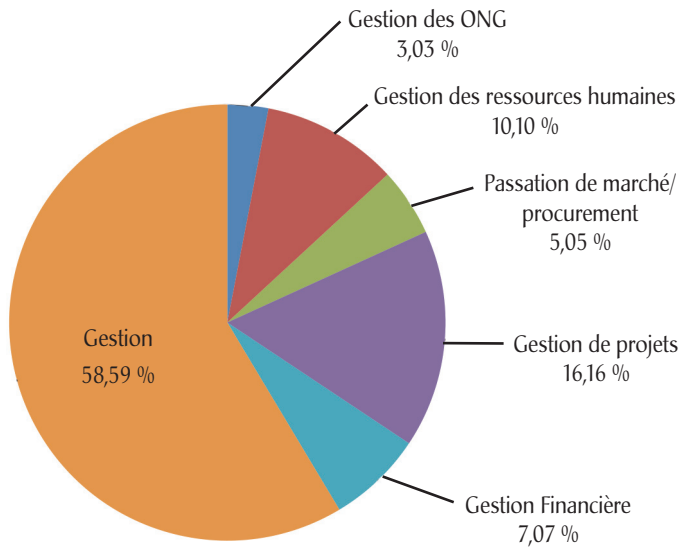
2.1.1 La situation de l'emploi en Haïti

Selon l'IHSI (2016), le marché du travail en Haïti connaît actuellement une précarité inquiétante due à la faible participation de l'État, la faible rémunération des travailleurs et l'absence de protection sociale [10]. Parallèlement, le taux de chômage avoisine les 35 %² avec 150 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque

2. Jeanty, Gérard Junior (2013). « Le chômage évalué en chiffres », *Le Nouvelliste*, 22 novembre 2013, <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/124222/Le-chomage-evalue-en-chiffres.html>, consulté le 13 mars 2017.

année. Par ailleurs, il importe de signaler la forte inadéquation existant entre le marché du travail et le système éducatif, lequel n'a pas pu s'adapter aux mutations économiques pour produire les compétences recherchées par les entreprises [11]. Selon les statistiques publiées par l'organisation Jobpaw au début de 2017, les emplois dans 10 secteurs clés sur près d'une décennie se présentent comme à la figure 2.

Figure 2 Répartition de l'offre d'emploi par sous-catégorie, Management/Gestion



(Source: Jobpaw.com, 2017)

Ainsi, on a pu se rendre compte que la répartition propose un grand déséquilibre pour ce qui est de l'offre. Ce qui nous porte à considérer certaines données relatives à la réalité du marché du travail.

2.1.2 Le marché du travail : ses indicateurs

Une enquête réalisée par l'IHSI sur les conditions de vie en Haïti montre les principaux indicateurs du marché du travail haïtien : la population âgée de 10 ans et plus, engagée dans l'activité économique, du moins potentiellement, représente 50,9 % de la population globale. Toutefois, la population de l'aire métropolitaine engagée dans cette activité est plus élevée et représente 58,7 % de la population globale contre 49,4 % en milieu rural. Étant à la merci des orientations économiques visant la dépendance quasi totale d'Haïti face à la « coopération internationale³ » [12], le système éducatif ne peut tout simplement pas tenir compte de ces statistiques de l'emploi pour renouveler les ressources humaines du pays, principalement les techniciens formés en FTP.

3. L'ouvrage de Jacques B. Gélinas montre les stratégies des pays comme les États-Unis et des organismes internationaux comme le Fonds monétaire international pour renforcer la dépendance des pays comme Haïti. Cela permet l'enrichissement des pays du Nord et l'appauvrissement des pays du Sud, grâce au soutien des élites de ces derniers. Gélinas, Jacques B. (1994). *Et si le Tiers Monde s'autofinçait*, Montréal, Écosociété, p. 57.

2.2 Le système éducatif haïtien et la formation technique et professionnelle

Le système éducatif haïtien comprend l'éducation préscolaire, l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement technique et professionnel (objet du présent article) et l'enseignement supérieur. En général, l'efficacité interne du système est très réduite malgré l'augmentation de la fréquentation scolaire. La capacité d'accueil est affectée par trois obstacles majeurs : les abandons, les redoublements et la forte présence des apprenants en âge avancé. De plus, le niveau de formation est relativement faible, sans oublier les moyens structurels très limités dont disposent les établissements [13]. Alors qu'on doit préparer les futurs étudiants pour les niveaux supérieurs, cette situation n'est pas sans effet sur le système de FTP en Haïti.

Selon le Plan opérationnel 2010-2015, la FTP, d'une durée variable selon les filières, prépare à l'emploi dans divers domaines ou à la poursuite d'études supérieures. Elle est dispensée selon deux réseaux :

- le réseau formel à travers les centres ou établissements de formation professionnelle ;
- le réseau informel à travers le système d'apprentis [14].

2.3 Les caractéristiques du système national de formation professionnelle

Depuis l'indépendance, des initiatives venant de différentes autorités expriment la velléité de l'État de pourvoir à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée selon les besoins du marché. Créés en octobre 1973, l'Institut national de formation professionnelle (INFP) et le Centre pilote de formation professionnelle (CPFP) constituent des cadres institutionnels pionniers dans le développement de la formation professionnelle en Haïti.

2.3.1 L'accès

La FTP est ouverte aux jeunes ayant terminé leur scolarité obligatoire et sortant du fondamental à l'âge de 15 ans. Elle est aussi accessible aux jeunes quittant l'enseignement secondaire général et technique avec ou sans leur baccalauréat, ainsi qu'à tous les jeunes en rupture de scolarisation. Selon l'INFP, elle repose sur un système public et privé de 447 centres de formation, dont moins de 10 % sont publics, avec une forte concentration dans la capitale. Dans les centres accrédités par l'INFP, l'offre globale se situe autour de 40 disciplines. Toutefois, l'offre de service de la FTP gravite autour des 10 disciplines qui semblent les plus prometteuses, par conséquent jugées prioritaires. Nous les énumérons dans le tableau 1 [14].

La formation professionnelle est en majorité relayée par l'apprentissage traditionnel dans les entreprises du secteur informel, qui représente 80 % de l'activité économique nationale et 59 % de l'activité à Port-au-Prince. À côté de l'INFP, plusieurs entités étatiques interviennent dans la FTP. Il s'agit du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) (34 centres), du ministère des Affaires sociales et du Travail (MAST) (56 centres), du ministère de la Santé publique et de la Population (9 centres) et

du ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) (6 centres). Cet éparpillement constitue une contrainte [6] au développement de la formation professionnelle en Haïti. Selon le MENFP (2013), seulement 2 300 élèves fréquentaient le système en 2011, ce qui traduit un manque d'attrait pour les jeunes [6].

Tableau 1 Filières les plus porteuses

FILIERE / NIVEAU	%
Agro-industrie (Mangues)	33,5
Textile/Confection	11,4
Électricité/Clim.	4,2
Eau/Assainissement	3,3
BTP/Construction	31,6
Réparation de véhicules/2 roues	2,2
Hôtellerie/Restauration	2,2
TIC	5,3
Santé/Action sociale	5,3
Art/Artisanat d'art	1,0

2.3.2 La gouvernance

L'INFP, placé sous la tutelle du MENFP, est chargé de la gouvernance du sous-système de la FTP en Haïti. Toutefois, selon le Groupe de travail sur l'éducation et la formation (GTEF) (2011), il existe un déficit de cadre légal établissant les mécanismes de concertation entre l'État et les partenaires sociaux et économiques, une duplication des programmes de formation qui alimente la confusion et la méfiance à l'égard du sous-secteur [14]. Ce sous-secteur se caractérise comme un ensemble disparate où l'offre de formation est éclatée entre plusieurs ministères sectoriels sans norme commune et sans orientation d'ensemble. En un mot, il y a absence d'une véritable politique en la matière, capable de guider les actions d'une manière cohérente et convergente qui répond aux besoins du pays.

2.3.3 Les paliers dans la formation technique et professionnelle en Haïti

La FTP en Haïti comprend les établissements d'enseignement technique (EET), les établissements d'enseignement professionnel (EEP), les écoles de formation agricole (EFA), les centres de formation professionnelle (CFP) et les centres ménagers (CM) ou écoles d'économie familiale.

- a) Les EET ont pour objet la formation du personnel intermédiaire (techniciens, cadres moyens, etc.) au niveau secondaire.
- b) Les EEP visent à donner les prérequis nécessaires à l'exercice d'un métier ou d'un groupe de métiers à partir du deuxième cycle d'études secondaires.

- c) Les EFA visent à former le personnel de soutien, des services et des conseils techniques dans le domaine agricole.
- d) Les CFP visent le développement des compétences permettant à une personne d'assurer pleinement son rôle de travailleur et d'évoluer sur le marché du travail. La formation est offerte sous forme de modules afin de faciliter le cheminement individuel et la reconnaissance des acquis.
- e) Les centres ménagers ou écoles d'économie familiale organisent des formations pour des élèves n'ayant pas terminé les études primaires.

2.3.4 Le processus d'évaluation et le profil des sorties

La normalisation des services de FTP en Haïti commence dès les premiers moments de l'accréditation, de l'homologation des centres et des programmes de formation qui est délivrée par l'INFP ou le MAST. Concrètement, l'évaluation de la qualité de l'enseignement technique et professionnel est un processus qui doit aboutir au système de certification composé de cinq niveaux de qualification, à savoir :

a) Le niveau semi-qualifié

Ce niveau correspond à celui des travailleurs possédant des connaissances techniques essentielles acquises par la formation professionnelle de courte durée et l'autoformation.

b) Le niveau qualifié

Les travailleurs doivent posséder une grande habileté, la connaissance approfondie d'un métier et une capacité de décision exigée par les opérations du poste de travail.

c) Le niveau hautement qualifié

Ce niveau concerne les travailleurs dotés d'une qualification de niveau très élevé acquise dans le cadre de la formation professionnelle spécialisée de longue durée. Il leur permet de remplir des tâches complexes dans des professions exigeant de hautes responsabilités.

d) Le niveau cadres moyens

Ce niveau est là pour former des travailleurs exerçant des fonctions de direction, de coordination et de contrôle d'autres travailleurs. Ces travailleurs ont pour tâche la coordination et le contrôle du travail exécuté par un groupe de travailleurs dans des tâches spécialisées semblables. Ils peuvent également être amenés à assurer la supervision du travail de plusieurs chefs d'équipe.

e) Le niveau technicien

Ce niveau est conçu pour les travailleurs dotés d'un haut niveau de technicité et de capacités de direction, de conception, de coordination et de contrôle par l'acquisition d'une formation professionnelle de longue durée et la capacité d'assurer la liaison entre les fonctions de conception et d'exécution de la production.

Il est important de signaler que ces différents niveaux correspondent à cinq types de diplomation : les attestations d'aptitude

professionnelle (AAP), les certificats d'aptitude professionnelle (CAP), les brevets d'aptitude professionnelle (BEP), les baccalauréats professionnels (BAC PRO) et les brevets de technicien supérieur (BTS). Cependant, dans la réalité, les pratiques sont différentes et les diplômes effectivement sanctionnés correspondent seulement aux trois niveaux suivants : le CAP, le BEP et le diplôme de technicien.

2.4 La qualité de l'enseignement dans la formation professionnelle

L'organisation et la structuration de la FTP correspondent à des exigences de compétences différentes pour chaque palier et posent du même coup la problématique de la qualité. En effet, les normes de qualité pour le système de la FTP sont fixées par le MENFP à travers l'INFP et deviennent des critères d'évaluation à respecter qui se déclinent sommairement en : performances scolaires des apprenants, taux d'abandon, taux de participation à l'éducation, taux d'obtention de diplômes et taux de satisfaction du marché de l'emploi et d'employabilité. Plusieurs tentatives de réformes n'ont pas atteint ces niveaux de performance, puisque aujourd'hui un ensemble d'éléments impactent négativement la qualité de la FTP en Haïti. Il s'agit : du bas niveau de formation des enseignants et des administrateurs des centres de formation, de l'obsolescence et de l'insuffisance des équipements, de la vétusté des ateliers, du fréquent manque de matériels didactiques, pédagogiques, et de matière d'œuvre. En un mot, ces déterminants révèlent que la FTP souffre d'une carence de qualité et cette évidence trouve sa confirmation dans une évaluation du système aboutissant à un certain nombre de constats qui se révèlent très alarmants⁴.

2.5 Les ressources

L'école, en tant que système social, nécessite beaucoup de ressources de différents types (humaines, financières et matérielles) pour pouvoir fonctionner. La FTP reçoit les siennes de l'État à travers le budget national, de l'aide internationale, des familles et des entreprises.

2.5.1 Budget de l'État

L'éducation est un service public relevant du contrôle exclusif de l'État, qui ne dispose pas de moyens réels pour la financer. Cela affecte sérieusement le développement de la FTP puisque les dépenses sont distribuées dans des unités fonctionnelles qui sont assez nombreuses.

Pour la période 2011-2012, le budget accordé à l'INFP représentait moins de 3 % du budget de l'éducation [6]. Sur 208 millions de gourdes⁵, plus de 172 millions étaient consacrés aux dépenses en personnel et aux rémunérations versées aux enseignants contre 3,8 millions de gourdes pour les investissements, soit 1,5 % du

4. Il appert que 47,2 % des centres disposent de l'eau courante, tandis que 31,3 % des centres disposent d'une à trois salles de classe; 20 % seulement des bâtiments répondent aux standards des centres de formation, 80 % sont des maisons individuelles remplissant inadéquatement cette fonction; 48,6 % des centres sont d'utilité publique; 53 % des centres de formation sont reliés au réseau électrique.

5. Un dollar américain équivaut à 67,8 gourdes.

budget de l'INFP qui a été revu à la baisse durant ces dernières années et laisse peu de crédits pour la FTP, ce qui traduit l'absence de politique et d'intérêt pour la FTP. Avec un budget limité, il est difficile de guider les centres publics et privés, de faire appliquer des normes, de produire des indicateurs pertinents, d'observer l'insertion des sortants, d'orienter les opérateurs privés, d'institutionnaliser le secteur et d'accroître l'offre et la qualité de la FTP.

2.5.2 Le financement extérieur

Le financement extérieur concerne surtout les investissements en FTP en Haïti, qui s'élevaient au cours de l'exercice 2013-2014 à 892 millions de gourdes apportées par les partenaires internationaux. Ce montant apparaît très négligeable au regard des besoins de la FTP. En outre, les partenaires internationaux financent certains programmes de formation dite « sociale » qui ne peuvent pas garantir le développement réel de la FTP [12].

2.5.3 La contribution des familles et des entreprises

Comme nous l'avons déjà souligné, la majorité des centres de FTP se retrouve entre les mains du secteur privé, ce qui fait des familles l'un des principaux contributeurs au financement de la FTP à partir des frais d'inscription et d'écolage. En effet, seuls 2 % des établissements exigent plus de 10 000 gourdes et 84 % appliquent un tarif de frais d'inscription compris entre 1000 et 10 000 gourdes comme frais d'inscription, alors que 14 % des centres demandent moins de 1 000 gourdes. Pour les frais d'écolage, les coûts moyens de formation d'un diplômé varient d'une école à l'autre, d'une filière à l'autre et d'un département géographique à un autre [15].

À partir de la taxe professionnelle, les entreprises du secteur privé participent également à la FTP et forment les jeunes du pays pour répondre à leurs besoins de formation. Lorsqu'elles disposent des ressources, elles organisent leurs centres de formation ou font appel à de la main-d'œuvre qualifiée disponible dans les pays voisins [15].

3. CONCLUSION

Les défis de la FTP en Haïti sont multidimensionnels. Très peu régulée, elle n'est pas en mesure de répondre adéquatement aux demandes du marché local et produit des citoyens peu compétitifs sur le marché international. Par ailleurs, la FTP connaît un fort taux d'abandon et de décrochage. En raison de tout cela, les entreprises sont obligées de faire appel à des ressources externes pour combler certains vides à l'échelle locale [15].

En outre, il n'existe aucun dispositif d'échanges entre le secteur économique et le sous-système de la FTP technique en Haïti, ce qui rend difficiles la détermination et la satisfaction des besoins de formation. Avec la culture numérique qui s'installe, tout est en train de changer, les entreprises exigent de nouvelles compétences qui ne sont pas enseignées et les manières de faire les affaires changent radicalement. De plus, même s'il s'agit d'une question secondaire, selon Thanh (2014), l'utilisation des outils numériques en FTP peut présenter un attrait pour les participants, revalorisant ainsi cette formation [16]. Pour répondre aux évolutions technologiques de

la société et des métiers, il n'existe jusqu'à présent aucun renouvellement des programmes et des équipements technopédagogiques. Cet isolement de la FTP par rapport au secteur de l'emploi est conditionné par les facteurs suivants :

- une mauvaise répartition géographique de la carte scolaire avec une couverture insuffisante ;
- l'absence d'institutions spécialisées en ingénierie de formation ;
- l'absence d'enseignants qualifiés et le manque d'attrait pour les jeunes ;
- une offre de formation qui ne répond pas à la demande économique et sociale ;
- la prise en compte limitée des besoins ruraux et agricoles ;
- l'incohérence entre l'apprentissage formel et informel.

Nous considérons que toute réforme de la FTP devra s'articuler autour d'une planification stratégique et d'une méthodologie de développement et d'élaboration de programmes auxquelles le secteur économique devra être étroitement lié. La planification stratégique permettra de dimensionner le secteur de la FTP et donc de définir la carte nationale des formations. La méthodologie de développement et d'élaboration de programmes devrait se définir en fonction de l'approche par compétences pour compenser le problème d'efficacité interne.

En résumé, la FTP doit relever un ensemble de défis, dont l'utilisation des technologies de l'information et de la communication qui est un défi majeur, afin de répondre aux besoins de l'économie globale et du marché de l'emploi.

Somme toute, la FTP représente un secteur clé pour le développement global du pays. Des dispositions majeures doivent être prises pour une intégration ordonnée des TIC qui offrent un ensemble de fonctionnalités capables de valoriser la FTP en Haïti. Les programmes doivent être actualisés par l'enseignement des nouveaux métiers en émergence qui sont véritablement porteurs et qui répondent aux besoins réels de la société et de l'économie. En outre, la FTP doit envisager, au-delà de l'enseignement traditionnel, de produire non seulement de simples salariés mais surtout des

entrepreneurs afin de créer de nouveaux emplois durables tout en participant au développement global du pays. ■

BIBLIOGRAPHIE

- 1 CALIN, D. (2014). « Histoire de la scolarisation », dans *Psychologie, éducation & enseignement spécialisé*. Consulté le 18 février 2017.
- 2 MEYER, J. W. et B. ROWAN (1977). « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony », dans *American Journal of Sociology*, Chicago, JSTOR, p. 340-363.
- 3 VOISIN, A. (2005). « La formation et son économie. Un état des études et des recherches en France », dans *Savoirs*. 2005, p. 9-37, <http://www.cairn.info/revue-savoirs-2005-1-page-9.htm>.
- 4 XAVIER, S. (2005). *Dossier des répertoires des recherches sur la formation professionnelle*, Sciences Techniques Education formation.
- 5 MARCHAND, P. (2008). *L'enseignement technique et professionnel en France 1800-1919*, Techniques & Cultures.
- 6 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP) (2013). *POLITIQUE ET STRATÉGIE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN HAÏTI: Diagnostic de la formation professionnelle en Haïti* MENFP.
- 7 LALIME, T. (2010). *Croissance économique et instabilité politique en Haïti (1970-2008)*, IREC.
- 8 HECTOR, M. (1998). *Mouvements populaires et sortie de crise (XIX^e-XX^e siècles)*, Pouvoirs dans la Caraïbe.
- 9 JABOUIN, E. (2010). *Haïti, en situation post-séisme: quelques effets de la catastrophe du 12 janvier 2010 sur la population locale*.
- 10 INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (2016). *Comptes économiques 2016*, www.ihsi.ht
- 11 WADDLE, R. (2017). *Statistiques sur l'emploi en Haïti: Jan. 08 – Jan. 17*, Jobpav.
- 12 GÉLINAS, J. (1994). *Et si le Tiers Monde s'autofinçait: de l'endettement à l'épargne*, Montréal, Éditions Écosociété.
- 13 Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse, des sports et du service civique (2004). *Le développement de l'éducation: rapport national*. Port-au-Prince, MEJSSC.
- 14 GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION (GTEF) (2012). *Vers la refondation du système éducatif haïtien*, Port-au-Prince, Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.
- 15 Unite de Coordination et de Programmation (2015), *Document du Programme Pays de l'UNESCO*. Port-au-Prince, UNESCO-Haïti.
- 16 Thanh, J. T. (2014). *Les TIC pour l'enseignement technique et professionnel: quels apports possibles?* <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article291>, consulté le 10 mars 2017.

Rony François, M.Sc., MA, est directeur général et professeur au Centre de technologie moderne d'Haïti (CETEMOH), centre d'enseignement technique et professionnel situé à Port-au-Prince. Il est également président du conseil d'administration de la Caisse Populaire de Sainte-Anne de Port-au-Prince. Étudiant au doctorat à l'Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti (ISTEAH) et membre du Centre haïtien de recherche en gouvernance de systèmes éducatifs (CHARGOSED), ses intérêts scientifiques portent sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le sous-secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) en Haïti. ronyfr@yahoo.com